

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE MARANS

Séance du vendredi 10 juillet 2020

L'An deux mille vingt, le dix juillet, à vingt heures quinze minutes, les Membres du Conseil Municipal de MARANS, dûment convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, à la salle polyvalente, sous la présidence de Monsieur Jean-Marie-BODIN, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 6 Juillet 2020

PRÉSENTS :

M. BODIN Jean-Marie, Maire – MM. LAFORGE Anabelle – QUIRION Romuald – ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle
PAUL Christophe – MARTINEZ Stéphanie – MARCHAL Eric - MASSINON Marjorie – MINGOT Jean-Michel
SIMONNEAU Elodie – THORAIN Monique – NOUVEAU Dominique – CHAGNIAU Agnès – GUILLAUME Daniel
GENNERI Coralie – ROUBERTY Damien – SIMONNET Nadine – REGNIER Philippe – MARTIN Olivier – BAH Valérie
FICHET Denis – SIBOUT Sophie – BELHADJ Thierry – PLAIRE Marc, *Conseillers Municipaux.*

ABSENTS/EXCUSÉS :

RIVAS Guillaume qui a donné pouvoir à QUIRION Romuald
RAYE Annie qui a donné pouvoir à PLAIRE Marc
BOIZARD Chantal qui a donné pouvoir à BELHADJ Thierry

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme MARTINEZ Stéphanie a été élue secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

ELECTIONS

1- Désignation des délégués de la commune aux élections sénatoriales

Le conseil municipal,

CONSTATE 27 votants, 0 bulletin nul, soit 27 suffrages exprimés,

PROCLAME délégués et suppléants représentant la commune aux élections sénatoriales :

Liste "Marans passion commune", ayant obtenu 19 bulletins :

Délégués	Suppléants
BODIN Jean-Marie	THORAIN Monique
LAFORGE Anabelle	NOUVEAU Dominique
QUIRION Romuald	CHAGNIAU Agnès
ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle	
PAUL Christophe	
MARTINEZ Stéphanie	
MARCHAL Eric	
MASSINON Marjorie	
MINGOT Jean-Michel	
SIMONNEAU Elodie	
RIVAS Guillaume	

Liste "Agissons pour Marans", ayant obtenu 4 bulletins :

Délégués	Suppléants
MARTIN Olivier	FICHET Denis
BAH Valérie	

Liste "Marans une dynamique durable" : ayant obtenu 4 bulletins :

Délégués	Suppléants
BELHADJ Thierry	PLAIRE Marc
RAYE Annie	

Une délibération est prise en ce sens - n°04/07/20

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL

2 – Délégation du conseil municipal au Maire

Par VOIX POUR 23 VOIX CONTRE ABSTENTIONS 4

DÉCIDE d'attribuer à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

Pour le bon fonctionnement de la collectivité, le conseil municipal peut donner au Maire un certain nombre de délégations, définies dans le Code Général des Collectivités Territoriales. Il est proposé au conseil municipal de fixer la liste de ces délégations et les éventuelles limites de la façon suivante :

Monsieur le Maire rappelle que l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au conseil municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée. Il l'invite à examiner s'il convient de faire application de ce texte.

Monsieur le Maire est chargé, par délégation du conseil municipal prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

3° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget principal ainsi que les budgets annexes dans la limite de 500 000 €, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat (Article L.1618-2 III) et même pour les fonds qui proviennent des excédents de trésorerie résultant de leur cycle d'activité (Article L.2221-5-1 a) et c)), et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les conditions et limites fixées ci-après :

Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, le maire reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme, à taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
- La possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
- La faculté de modifier la devise.

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues dans le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire, dans le contrat initial, une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Le Maire pourra par ailleurs dans le cadre de réaménagement et/ou de renégociation de la dette :

- rembourser par anticipation des emprunts conformément aux dispositions contractuelles du prêt quitté soit à l'échéance soit hors échéance,

- refinancer les prêts quittés avec un montant à refinancer égal au plus au capital restant dû à la date de la renégociation majorée de l'éventuelle indemnité compensatrice due au titre du remboursement anticipé,
 - modifier les dates d'échéances et/ou la périodicité des emprunts quittés,
 - passer de taux fixes en taux révisables ou variables et vice versa,
 - modifier le profil d'amortissement de la dette,
 - regrouper des lignes de prêts en un seul emprunt pour faciliter la gestion de la dette.
 - et plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
- A cet effet, la durée de certains emprunts pourra être rallongée ou raccourcie.

Le Maire pourra par ailleurs réaliser toute opération de couverture des risques de taux et/ou de change. Le Maire pourra prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- l'origine des fonds,
- le montant à placer,
- la nature du produit souscrit,
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire et dans la limite de la délibération n°14/12/12 du 18 décembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du règlement graphique du PLU, et le droit de préemption urbain renforcé sur le quartier de la rue d'Aligre, conformément aux orientations d'aménagement et de programmation adoptées en annexe du PLU, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code à la Communauté de Communes Aunis Atlantique et à l'Etablissement Public Foncier ;

16° De défendre la commune dans les actions intentées contre elle, quelques soit le contentieux, la juridiction et le degré compétent ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 300 000 euros pour le budget principal et de 100 000 euros pour chaque budget annexe ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

3 – Indemnités de fonction des élus

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

VOIX POUR 23

VOIX CONTRE 0

ABSTENTION 4

DÉCIDE d'approuver le montant de l'enveloppe indemnitaire sur la base des taux d'indemnisation suivant :

- Maire : 55 % de l'IB 1027 soit 2460.05 € bruts.
- 7 adjoints : 22% de l'IB 1027 soit 984.02 € bruts.

DECIDE d'approuver l'indemnisation des conseillers délégués sur la base d'un taux 6% de l'IB 1027 soit une indemnité forfaitaire brute de 268.36 € (pris sur l'enveloppe indemnitaire globale)

Une délibération est prise en ce sens - n°06/07/20

4 – Détermination du nombre de membres au Centre Communal d'Action Sociale

A l'unanimité,

DECIDE de fixer à huit le nombre des membres du Conseil d'Administration du CCAS, étant entendu qu'une moitié sera désignée par lui-même et l'autre moitié par Monsieur le Maire.

Une délibération est prise en ce sens - n°07/07/20

5 – Election des membres du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après avoir procédé au vote selon les dispositions prescrites : ***La liste des membres du CCAS est approuvée à l'unanimité.***

PROCLAME membres du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de MARANS :

Pour le groupe « Marans passion commune »

- 1. MARTINEZ Stéphanie
- 2. SIMONNET Nadine
- 3. THORAIN Monique
- 4. GUILLAUME Daniel
- 5. BODIN Jean-Marie
- 6. RIVAS Guillaume

Pour le groupe « Agissons pour Marans »

- Sophie SIBOUT

Pour le groupe « Marans, une dynamique durable »

- Thierry BELHADJ

Une délibération est prise en ce sens - n°08/07/20

6 – Création de la commission d'appel d'offre

Après en avoir délibéré et après avoir procédé à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres dans les formes prescrites, **le conseil municipal adopte à l'unanimité la liste des candidats ainsi soumise.**

CONSTATE 27 suffrages exprimés,

PROCLAME les membres de la Commission d'appel d'offres :

Les candidats titulaires élus sont :

- « Marans, passion commune » : LAFORGE Anabelle, MARCHAL Eric, PAUL Christophe
- « Agissons pour Marans » : BAH Valérie
- « Pour Marans, pour une dynamique durable » : PLAIRE Marc

Monsieur le Maire propose que le même principe s'applique pour les suppléants à savoir : 3 membres titulaires pour la groupe majoritaire « Marans, passion commune », 1 membre pour le groupe « Agissons pour Marans » et 1 membre pour la liste « Pour Marans, pour une dynamique durable ».

Les candidats suppléants élus sont :

- « Marans, passion commune » : RIVAS Guillaume, MASSINON Marjorie, ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle
- « Agissons pour Marans » : Sophie SIBOUT
- « Pour Marans, pour une dynamique durable » : BELHADJ Thierry

Une délibération est prise en ce sens - n°09/07/20

7 – Création de la commission de délégation de service public pour la gestion du camping municipal

Après en avoir délibéré et après avoir procédé à l'élection des membres de la Commission de délégation de service public pour le camping municipal, dans les formes prescrites, le conseil municipal adopte à l'unanimité la liste conjointe proposée par le conseil municipal.

CONSTATE 27 suffrages exprimés,

PROCLAME membres de la Commission de délégation de service public pour le camping municipal :

Les candidats titulaires élus sont :

- « Marans, passion commune » : MASSINON Marjorie, MARCHAL Eric, ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle
- « Agissons pour Marans » : FICHET Denis
- « Pour Marans, pour une dynamique durable » : PLAIRE Marc

Monsieur le Maire propose que le même principe s'applique pour les suppléants à savoir : 3 membres titulaires pour la groupe majoritaire « Marans, passion commune », 1 membre pour le groupe « Agissons pour Marans » et 1 membre pour la liste « Pour Marans, pour une dynamique durable ».

Les candidats suppléants élus sont :

- « Marans, passion commune » : THORAIN Monique, RIVAS Guillaume et REGNER Philippe
- « Agissons pour Marans » : BAH Valérie
- « Pour Marans, pour une dynamique durable » : RAYE Annie

Une délibération est prise en ce sens - n°10/07/20

8 – Création des commissions municipales et nomination de leurs membres

Article 1 : A l'unanimité, le conseil municipal adopte la liste des commissions municipales suivantes :

Article 2 : après appel à candidatures et en conformité avec les dispositions du code, notamment de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil Municipal, après avoir décidé à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret, désigne au sein des commissions suivantes :

1	URBANISME	QUIRION Romuald PAUL Christophe GUILLAUME Daniel GENNARI Coralie LAFORGE Anabelle	MARTIN Olivier BELHADJ Thierry
2	PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE	NOUVEAU Dominique MARCHAL Eric MARTINEZ Stéphanie QUIRION Romuald REGNIER Philippe PAUL Christophe GUILLAUME Daniel BODIN Jean-Marie	FICHET Denis RAYE Annie
3	COMMISSION DU PERSONNEL	BODIN Jean-Marie LAFORGE Anabelle MASSINON Marjorie MARCHAL Eric	SIBOUT Sophie BOIZARD Chantal
4	COMMISSION DU BUDGET	LAFORGE Anabelle MASSINON Marjorie THORAIN Monique PAUL Christophe CHAGNIAU Agnès ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle BODIN Jean-Marie MARTINEZ Stéphanie	MARTIN Olivier PLAIRE Marc
5	SPORT ET VIE ASSOCIATIVE	THORAIN Monique MARCHAL Eric ROUBERTY Damien MARTINEZ Stéphanie GENNARI Coralie	BAH Valérie PLAIRE Marc
6	TRAVAUX DE VOIRIES ET ESPACES VERTS	PAUL Christophe MINGOT Jean-Michel QUIRION Romuald GENNARI Coralie	BAH Valérie PLAIRE Marc
7	SECURITE POLICE MUNICIPALE	NOUVEAU Dominique SIMONNET Nadine THORAIN Monique MARTINEZ Stéphanie	FICHET Denis RAYE Annie
8	CULTURE ANIMATION	ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle ROUBERTY Damien MASSINON Marjorie CHAGNIAU Agnès THORAIN Monique REGNIER Philippe	SIBOUT Sophie BOIZARD Chantal
9	CIMETIERE	ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle SIMONNET Nadine CHAGNIAU Agnès QUIRION Romuald NOUVEAU Dominique	FICHET Denis BELHADJ Thierry
10	DEPLACEMENTS	QUIRION Romuald MARTINEZ Stéphanie MARCHAL Eric	BAH Valérie PLAIRE Marc

		REGNIER Philippe BODIN Jean-Marie	
11	ENFANCE JEUNESSE ET PERSONNES AGEES	MARTINEZ Stéphanie THORAIN Monique ROUBERTY Damien SIMONNET Nadine CHAGNIAU Agnès GUILLAUME Daniel	SIBOUT Sophie RAYE Annie

Une délibération est prise en ce sens - n°11/07/20

9 – Désignation des représentants du conseil municipal aux différentes instances

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il est nécessaire de renouveler les représentants de la commune auprès d'un certain nombre de structures.

Le Maire étant Président de droit de chaque instance, il est notamment procédé aux désignations suivantes :

A l'unanimité, PROCLAME élus aux différentes instances :

CONSEIL PORTUAIRE

Titulaire : GUILLAUME Daniel
Suppléant : MARCHAL Eric

CONSEIL D'ECOLE

MARTINEZ Stéphanie

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRIFICATION ET D'EQUIPEMENT RURAL (SDEER)

RIVAS Guillaume
REGNIER Philippe

SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE LA VOIRIE

MINGOT Jean-Michel

SYNDICAT DES EAUX DE LA CHARENTE-MARITIME

Titulaire : QUIRION Romuald
Suppléant : GUILLAUME Daniel

SYNDICAT MIXTE DU PARC REGIONAL DU MARAIS POITEVIN

Titulaire : QUIRION Romuald
Suppléant : THORAIN Monique

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU CANAL DE LA BRANCHE

MINGOT Jean-Michel
GUILLAUME Daniel

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE MAURICE CALMEL

Titulaires : MARTINEZ Stéphanie et ROUBERTY Damien
Suppléants : THORAIN Monique et ROUBERTY-DELBANO Emmanuelle

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ENSEMBLE SCOLAIRE MARIE-EUSTELLE

MARTINEZ Stéphanie

SYNDICAT INFORMATIQUE DE CHARENTE MARITIME SOLURIS

Titulaire : GUILLAUME Daniel
Suppléants : MARCHAL Eric et CHAGNIAU Agnès

UNION DES MARAIS DE CHARENTE-MARITIME (UNIMA)

MINGOT Jean-Michel

COMMISSION DE SUIVI DE SITE DE L'USINE SIMAFEX

NOUVEAU Dominique

ENVIRONNEMENT

10 – Plan de prévention des risques naturels : avis du conseil municipal sur le projet

A l'unanimité, le conseil municipal

FORMULE un avis favorable au projet de PPRN présenté le 29 janvier 2020 par les services de l'état,

ASSORTIT cet avis favorable d'une réserve quant à la rédaction de la réglementation d'emprise au sol des fermes photovoltaïques,

DEMANDE que l'emprise au sol des fermes photovoltaïques soit fixée à un maximum de 15% de la surface des terrains d'assiette du projet,

CHARGE Monsieur le Maire de la communication de l'avis du conseil municipal aux services de l'état et à la Communauté de communes Aunis Atlantique.

-----Toutes questions à l'ordre du jour étant épuisées, la séance est levée à 21h35.-----

Le Maire,

Jean-Marie BODIN